

« *INCIPIIT HITLER* »

Cela reste une loi inéluctable de l'histoire : elle défend précisément aux contemporains de reconnaître dès leurs premiers commencements les grands mouvements qui déterminent leur époque. C'est ainsi que je ne puis me rappeler quand j'ai entendu pour la première fois le nom d'Adolf Hitler, ce nom que nous nous voyons à présent obligés depuis des années de penser ou de prononcer chaque jour, presque à chaque seconde, à propos de quelque conjoncture, le nom de l'homme qui a apporté plus de calamités dans notre monde qu'aucun autre au cours des âges. Cela doit en tout cas s'être produit assez tôt, car notre Salzbourg, à deux heures et demie de chemin de fer, était en quelque sorte la voisine de Munich, si bien que même les événements d'intérêt purement local de cette ville nous étaient vite connus. Je sais seulement qu'un jour — je ne saurais plus déterminer la date exacte — une de mes connaissances passa la frontière et se plaignit que Munich était de nouveau en proie au désordre. Il y avait là en particulier un furieux agitateur du nom de Hitler, qui organisait des réunions accompagnées de sauvages bagarres et se livrait à une campagne d'excitation des plus vulgaires contre la république et les Juifs.

Ce nom tomba en moi, vide et sans poids. Il ne m'occupait pas plus longtemps. Car combien de noms d'agitateurs et de fauteurs de désordres, aujourd'hui

depuis longtemps oubliés, surgissaient alors dans cette Allemagne délabrée, pour disparaître tout aussitôt ? Celui du capitaine Ehrhardt avec ses troupes baltiques, celui du général Kapp, ceux des meurtriers de la Sainte-Vehme, des communistes bavarois, des séparatistes rhénans, des chefs de corps francs. Des centaines de ces petites bulles flottaient confusément dans la fermentation générale, et, à peine éclatées, ne laissaient rien après elles qu'une mauvaise odeur trahissant clairement la purulence cachée dans la plaie encore ouverte de l'Allemagne. Un jour aussi, la petite feuille de ce nouveau mouvement national-socialiste me passa entre les mains, c'était alors le *Miesbacher Anzeiger* (qui devait devenir plus tard le *Völkischer Beobachter*). Mais Miesbach n'était qu'un petit village et le journal vulgairement écrit. Qui s'en souciait ?

Mais ensuite surgirent tout à coup, dans les localités frontalières de Reichenbach et de Berchtesgaden où je me rendais presque chaque semaine, des troupes d'abord réduites, puis de plus en plus nombreuses, de jeunes gens en bottes à revers et chemises brunes, chacun portant sur la manche un brassard à croix gammée de couleur criarde. Ils organisaient des réunions et des défilés, paraient dans les rues en chantant ou en scandant des chœurs parlés, couvraient les murs de gigantesques placards et les barbouillaient de croix gammées ; pour la première fois je m'aperçus qu'il y avait derrière ces bandes surgies brusquement des puissances financières et d'autres forces influentes. Ce n'était pas le seul Hitler, lequel, à l'époque, ne prononçait encore ses discours que dans les caves des brasseries bavaroises, qui pouvait avoir équipé ces milliers de jeunes gens d'un appareil aussi coûteux. Ce devaient être des mains plus puissantes qui poussaient de l'avant ce nouveau mouvement. Car les uniformes étaient reluisants, les « troupes d'assaut » envoyées de ville en ville disposaient d'un parc surprenant d'automobiles, de motocyclettes, de camions tout neufs et irréprochables, dans un temps

de misère générale et alors que les vrais vétérans de l'armée allaient encore en uniformes déchirés. D'autre part, il était manifeste que des chefs militaires entraînaient tactiquement ces jeunes gens — ou, comme on disait alors, les formaient à une discipline « paramilitaire » — et qu'il fallait que ce fût la Reichswehr elle-même, dans les services secrets de laquelle Hitler s'était dès le début engagé comme agent provocateur, qui procédât ici à l'instruction technique régulière d'un matériel humain qui s'était volontairement mis à sa disposition.

J'eus bientôt l'occasion d'assister à une de ces « actions de combat » auxquelles ces gens s'étaient exercés à l'avance. Dans une des localités de la frontière, où une réunion de sociaux-démocrates se tenait justement dans l'atmosphère la plus paisible, quatre camions arrivèrent en coup de vent, chacun d'eux bondé de jeunes nationaux-socialistes qui portaient des matraques en caoutchouc, et, tout comme je l'avais vu naguère à Venise sur la place Saint-Marc, ils surprirent par leur vitesse leurs adversaires qui ne s'attendaient à rien de semblable. C'était la même méthode, empruntée aux fascistes, mais exercée avec une plus grande précision militaire et préparée systématiquement, à la manière allemande, jusque dans les moindres détails. A un coup de sifflet, les SA sautèrent des camions avec la rapidité de l'éclair, frappèrent de leurs matraques tous ceux qui se trouvaient sur leur chemin, et avant que la police pût intervenir ou que les ouvriers pussent se rallier, ils avaient déjà bondi dans leurs véhicules et repartaient comme ils étaient venus. Ce qui me déconcerta, ce fut l'exacte technique selon laquelle ils sautaient de leurs camions et y remontaient, sur un seul coup de sifflet strident du chef de la bande. On voyait que chaque gaillard savait par avance, jusque dans ses muscles et dans ses nerfs, au moyen de quelle prise, à quelle roue du camion, et à quelle place il avait à bondir, pour ne pas gêner son voisin et compromettre la réussite du

mouvement d'ensemble. Ce n'était nullement une affaire d'adresse personnelle, mais chacun de ces tours de main devait avoir été répété par avance des dizaines et peut-être des centaines de fois dans les casernes et sur les champs d'exercice. Dès le début — cela se voyait au premier coup d'œil — cette troupe avait été dressée à l'attaque, à la violence et à la terreur.

Bientôt, on entendit raconter davantage de choses sur ces manœuvres clandestines dans la campagne bavaroise. Quand tout dormait, ces jeunes gens se glissaient hors de leurs maisons et se rassemblaient pour des « exercices de nuit sur le terrain » ; des officiers de la Reichswehr, en service ou retraités, payés par l'Etat ou par les mystérieux bailleurs de fonds du parti, entraînaient ces troupes sans que les autorités accordassent beaucoup d'attention à ces étranges manœuvres nocturnes. Dormaient-elles vraiment, ou ne faisaient-elles que fermer les yeux ? Jugeaient-elles ce mouvement sans conséquence, ou favorisaient-elles en secret son extension ? En tout cas, ceux-là même qui le soutenaient clandestinement furent effrayés de la brutalité et de la promptitude avec lesquelles il sauta tout à coup sur ses jambes. Un beau matin, les autorités se réveillèrent et trouvèrent Munich aux mains de Hitler, tous les bâtiments publics occupés, les journaux forcés sous la menace du revolver d'annoncer triomphalement la révolution accomplie. Comme tombé des nuages, vers lesquels la république sans soupçon se contentait de lever des regards rêveurs, parut le *deus ex machina*, le général Ludendorff, le premier de tous ceux qui crurent qu'ils pourraient jouer Hitler et furent bernés par lui. Dans la matinée commença le fameux putsch censé conquérir l'Allemagne ; à midi (je n'ai pas à faire ici un cours d'histoire universelle), il était, comme on sait, déjà terminé. Hitler s'enfuit et fut bientôt arrêté ; ainsi, le mouvement semblait étouffé. En cette année 1923 disparurent les croix gammées,

les troupes d'assaut, et le nom de Hitler retomba presque dans l'oubli. Personne ne pensait plus à lui comme à un candidat possible au pouvoir.

Ce n'est que quelques années plus tard qu'il reparut à la surface, et alors le flot grandissant du mécontentement le porta d'emblée très haut. L'inflation, le chômage, les crises politiques et pour une bonne part la folie des gouvernements étrangers avaient soulevé le peuple allemand ; un gigantesque désir d'ordre se manifestait dans tous les milieux de ce peuple, pour qui l'ordre a toujours eu plus de prix que la liberté et le droit — même Goethe a dit que le désordre lui paraissait plus fâcheux qu'une injustice. Et quiconque promettait l'ordre avait aussitôt des centaines de milliers de gens derrière lui.

Mais nous n'étions toujours pas conscients du danger. Le petit nombre des écrivains qui s'étaient vraiment donné la peine de lire le livre de Hitler, au lieu de s'occuper sérieusement de son programme, raillaient l'enflure de sa méchante prose. Les grands journaux démocratiques, au lieu de mettre en garde leurs lecteurs, les rassuraient quotidiennement : ce mouvement, qui en vérité ne finançait qu'à grand-peine son énorme agitation avec les fonds de l'industrie lourde et en s'enfonçant jusqu'au cou dans les dettes, devait inévitablement s'effondrer de lui-même le lendemain ou le surlendemain. Mais peut-être n'a-t-on jamais bien compris, à l'étranger, la raison pour laquelle l'Allemagne a, à tel point, durant ces années, sous-estimé et minimisé la personne et la puissance croissante de Hitler : l'Allemagne n'a pas seulement toujours été un Etat formé de classes séparées : avec cet idéal de classes, elle a toujours été affectée d'une surestimation et d'une déification inébranlables de la « culture ». A l'exception de quelques généraux, toutes les hautes charges de l'Etat demeuraient exclusivement réservées à ceux qui avaient une « culture universitaire » ; tandis qu'en Angleterre un Lloyd George, en Italie un Garibaldi et un Mussolini, en

France un Briand étaient vraiment sortis du peuple pour s'élever aux plus hautes fonctions publiques, en Allemagne on ne pouvait concevoir qu'un homme qui n'avait pas même achevé ses études primaires et qui, à plus forte raison, n'avait pas fréquenté l'université, qui avait couché dans des asiles de nuit et, pendant des années, gagné sa vie par des moyens aujourd'hui encore demeurés obscurs, pût jamais approcher seulement une place qu'avaient occupée un baron vom Stein, un Bismarck, un prince von Bülow. Rien n'a autant aveuglé les intellectuels allemands que l'orgueil de leur culture, en les engageant à ne voir en Hitler que l'agitateur des brasseries qui ne pourrait jamais constituer un danger sérieux, alors que depuis longtemps, grâce à ses invisibles tireurs de ficelles, il s'était déjà fait des complices puissants dans les milieux les plus divers. Et même quand, en ce jour de janvier 1933, il fut devenu chancelier, la grande masse et même ceux qui l'avaient poussé à ce poste le considérèrent comme un simple intérimaire et le gouvernement national-socialiste comme un simple épisode.

C'est alors que se manifesta pour la première fois dans un très grand style la technique géniale et cynique de Hitler. Depuis des années, il avait fait des promesses de tous les côtés et gagné dans tous les partis des répondeurs influents qui croyaient tous qu'ils pourraient utiliser à leurs fins particulières les forces mystiques du « soldat inconnu ». Mais cette même technique, que Hitler mit plus tard en œuvre dans la grande politique et qui consistait à s'allier par serment et en invoquant la loyauté allemande avec ceux-là justement qu'il avait l'intention d'exterminer et d'anéantir, célébra son premier triomphe. Il savait si bien abuser par des promesses faites à tout le monde, que le jour où il conquiert le pouvoir, la jubilation régna dans les camps les plus opposés. Les monarchistes de Doorn voyaient en lui le plus fidèle des serviteurs préparant les voies à l'empereur, mais à

Munich, les monarchistes bavarois, partisans des Wittelsbach, ne manifestaient pas moins d'allégresse ; eux aussi le tenaient pour « leur » homme. Les nationaux allemands croyaient qu'il allait fendre pour eux le bois dont ils chaufferaient leurs poêles ; leur chef Hugenberg s'était assuré par convention la place la plus importante dans le cabinet de Hitler et croyait avoir ainsi le pied à l'étrier — naturellement, malgré l'accord juré, on le mit à la porte après les premières semaines. L'industrie lourde se sentait délivrée par Hitler de la crainte des bolchevistes, elle voyait au pouvoir l'homme qu'elle finançait en secret depuis des années ; et en même temps la petite bourgeoisie, à laquelle il avait promis dans cent réunions de « briser l'esclavage des taux d'intérêt », respirait, pleine d'enthousiasme. Les petits commerçants se souvenaient qu'il avait donné sa parole de fermer les grands magasins, leurs plus dangereux concurrents (promesse qui ne fut jamais tenue) ; mais Hitler était surtout bien vu des militaires, parce qu'il pensait en militaire et insultait les pacifistes. Même les sociaux-démocrates ne voyaient pas son ascension d'un si mauvais œil qu'on aurait pu s'y attendre, car ils espéraient qu'il les débarrasserait de leurs ennemis jurés, les communistes, qui se pressaient si importunément derrière eux. Les partis les plus divers et les plus opposés considéraient comme leur ami ce « soldat inconnu », qui avait fait toutes les promesses, tous les serments à chaque classe, à chaque parti, à chaque tendance — même les Juifs allemands n'étaient pas très inquiets. Ils se flattaient qu'un *ministre jacobin* * n'était plus un jacobin, qu'un chancelier de l'Empire allemand renoncerait naturellement aux vulgarités de l'agitateur antisémite. Et après tout, quelles violences pouvait-il exercer dans un Etat où le droit était fortement ancré, où la majorité du Parlement était contre lui et où chaque citoyen de l'Etat croyait sa

* En français dans le texte.

liberté et l'égalité des droits assurées par la Constitution solennellement jurée ?

Puis vint l'incendie du Reichstag, le Parlement disparut, Goering lâcha ses bandes déchaînées, d'un seul coup, tout droit était supprimé en Allemagne. On apprenait en frissonnant qu'il y avait en pleine paix des camps de concentration et que, dans les casernes, avaient été aménagés des locaux secrets où l'on exécutait des innocents sans jugement et sans formalités. Tout cela ne pouvait être qu'un accès premier de rage insensée, se disait-on. Au xx^e siècle, cela ne peut pas durer. Mais cela n'était que le commencement. Le monde tendit l'oreille, se refusa d'abord à croire l'incroyable. Mais en ces jours-là déjà, je vis les premiers fugitifs. Ils avaient franchi de nuit les montagnes de Salzbourg ou traversé à la nage la rivière qui marquait la frontière. Affamés, les vêtements en loques, l'air hagard, ils vous regardaient fixement ; avec eux avait commencé cette fuite panique devant l'inhumanité qui se poursuivait ensuite autour de la terre entière. Mais je ne soupçonnais pas encore, en voyant ces proscrits, que leurs visages blêmes m'annonçaient déjà ma propre destinée et que, tous, nous serions les victimes de la furieuse volonté de puissance de ce seul homme.

*

Il est difficile de se dépouiller en quelques semaines de trente ou quarante ans de foi dans le monde. Ancrés dans nos conceptions du droit, nous croyions en l'existence d'une conscience allemande, européenne, universelle, et nous étions persuadés qu'il y avait un certain degré d'inhumanité qui s'éliminait de lui-même et une fois pour toutes devant l'humanité. Comme je m'efforce ici de demeurer aussi sincère que possible, je dois avouer que nous tous, en Allemagne et en Autriche, n'avons jamais jugé possible, en 1933, et encore en 1934, un centième, un millième de ce qui

devait cependant éclater quelques semaines plus tard. Assurément, il était clair d'emblée que nous autres, écrivains libres et indépendants, avions à nous attendre à quelques difficultés, à quelques désagrèments, à quelques inimitiés. Dès après l'incendie du Reichstag, je dis à mon éditeur que c'en serait bientôt fait de mes livres en Allemagne. Je n'oublierai jamais son ébahissement. « Qui pourrait bien interdire vos livres ? » me dit-il alors, en 1933, encore tout étonné. « Vous n'avez jamais écrit un mot contre l'Allemagne et ne vous êtes jamais mêlé de politique. » On le voit : toutes les monstruositées telles que les bûchers de livres ou les fêtes du pilori, qui devaient déjà être des réalités quelques mois plus tard, étaient encore tout à fait au-delà du concevable, même pour des gens prévoyants, un mois après la prise du pouvoir par Hitler.

Car le national-socialisme, avec sa technique de l'imposture dénuée de scrupule, se gardait bien de montrer tout le caractère radical de ses visées, avant qu'on eût endurci le monde. Ils appliquaient leurs méthodes avec prudence : on procédait par doses successives, et on ménageait une petite pause après chaque dose. On n'administrait jamais qu'une pilule à la fois, puis on attendait un moment pour voir si elle n'avait pas été trop forte, si la conscience universelle supportait encore cette dose. Et comme la conscience européenne, pour le malheur et la honte de notre civilisation, soulignait en toute hâte que cela ne la concernait en rien, puisque aussi bien ces actes de violence se passaient « de l'autre côté de la frontière », les doses se firent de plus en plus fortes, jusqu'à ce qu'à la fin toute l'Europe en pérît. Hitler n'a rien inventé de plus génial que cette tactique consistant à sonder lentement l'opinion mondiale et à aggraver sans cesse et progressivement ses mesures contre une Europe de plus en plus faible — moralement et bientôt aussi militairement. Et c'est aussi en application de cette méthode du tâtonnement que fut

exécutée l'action visant à étouffer en Allemagne toute parole libre et à faire disparaître tout ouvrage indépendant, qu'il avait décidée depuis longtemps dans son for intérieur. Par exemple, on n'édicte pas d'emblée une loi interdisant radicalement tous nos livres — elle ne vint que deux ans plus tard : on n'organisa d'abord qu'une petite expérience probatoire pour voir jusqu'où on pouvait aller, en confiant la première attaque contre nos livres à un groupe sans responsabilités officielles, celui des étudiants nationaux-socialistes. Selon le même système qui avait servi à mettre en scène « la colère du peuple » afin de faire passer le boycott des Juifs décidé depuis longtemps, on donna secrètement aux étudiants le mot d'ordre de manifester hautement leur « indignation » contre nos livres. Et les étudiants allemands, heureux de toute occasion qui s'offrait de témoigner de leurs opinions réactionnaires, se rassemblèrent docilement en bandes dans chaque université, allèrent chercher dans les librairies des exemplaires de nos livres et, chargés de ce butin, marchèrent, bannières déployées, jusqu'à une place publique. Là, ces livres, ou bien furent cloués au pilori selon le vieil usage allemand — le Moyen Age était subitement fort à la mode — (et j'ai moi-même possédé un exemplaire d'un de mes ouvrages percé d'un clou qu'un étudiant de mes amis avait sauvé et dont il m'avait fait cadeau), ou bien, comme il était malheureusement interdit de brûler les gens, furent réduits en cendres sur de grands bûchers tandis qu'on récitait des maximes patriotiques. Après bien des hésitations, le ministre de la Propagande, Goebbels, s'était, il est vrai, résolu à accorder sa bénédiction à cette incinération des livres, mais celle-ci n'en demeurait pas moins une mesure semi-officielle, et rien ne montre plus clairement que l'Allemagne ne s'identifiait pas encore avec de tels actes que le fait que le public ne tirait pas encore les moindres conséquences de ces bûchers allumés par les étudiants et de ces mises au ban de la

société. Bien qu'on avertît les libraires de ne plus exposer en devanture aucun de nos ouvrages et qu'aucun journal n'en fit plus mention, le véritable public ne se laissait pas influencer le moins du monde. Tant qu'on n'eût pas encore à risquer les travaux forcés ou le camp de concentration si l'on voulait les lire, mes livres, en 1933 et en 1934, se vendirent en presque aussi grand nombre qu'auparavant, malgré toutes les difficultés et les chicanes. Il fallut qu'acquît force de loi cette grandiose ordonnance « pour la protection du peuple allemand », qui déclarait crime contre la sûreté de l'Etat l'impression, la vente et la diffusion de nos livres, pour nous aliéner violemment des centaines de milliers et des millions d'Allemands qui, d'ailleurs, encore aujourd'hui, aiment mieux nous lire que tous les poètes du sang et du terroir * qui ont soudain gonflé leurs plumes, et voulaient nous accompagner fidèlement dans le cours de notre activité.

J'ai éprouvé comme un honneur plutôt que comme une infamie d'être admis à partager le destin de contemporains aussi éminents que Thomas Mann, Heinrich Mann, Werfel, Freud, Einstein et bien d'autres, dont l'existence littéraire était totalement anéantie en Allemagne et dont l'œuvre m'apparaît incomparablement plus importante que la mienne — et toute attitude de martyr me répugne au point que je ne mentionne qu'à mon corps défendant cette participation au sort commun. Mais, par extraordinaire, c'est à moi, justement, qu'il devait échoir de mettre dans une situation particulièrement pénible les nationaux-socialistes et même Adolf Hitler en personne. Car c'est sans doute ma personnalité littéraire, entre celles de tous les proscrits, qui, précisément, a provoqué la plus vive excitation et a fait l'objet de débats sans fin dans les cercles les plus élevés et dans les sommets de la villa de Berchtesgaden, si bien

* De la tendance dite en allemand « *Blut und Boden* ».

qu'aux circonstances réjouissantes de ma vie je puis ajouter la modeste satisfaction d'avoir causé de la contrariété à l'homme provisoirement le plus puissant des temps modernes, Adolf Hitler.

Dans les premiers jours du nouveau régime, déjà, j'avais provoqué en toute innocence une espèce de sédition. En effet, on projetait alors dans toute l'Allemagne un film réalisé d'après ma nouvelle *Brûlant Secret* et qui portait le même titre. Personne n'y trouvait le moins du monde à redire. Mais le lendemain de l'incendie du Reichstag, dont les nationaux-socialistes essayaient vainement de se décharger sur le dos des communistes, il se trouva que les gens s'attroupèrent devant les lettres lumineuses des cinémas et devant les affiches qui annonçaient *Brûlant Secret*, et se mirent à se pousser du coude en clignant de l'œil et en riant. Bientôt, les agents de la Gestapo comprirent pourquoi ce titre faisait rire. Et le soir même, des policiers sillonnaient les rues sur leurs motocyclettes, les représentations étaient interdites, et dès le lendemain le titre de ma nouvelle *Brûlant Secret* avait disparu sans laisser de trace de toutes les annonces des journaux et de toutes les colonnes d'affichage. Mais s'il avait été quand même assez simple pour les nationaux-socialistes d'interdire un mot isolé qui les gênait et même de brûler et de détruire tous nos livres, dans un cas particulier, en revanche, ils ne pouvaient m'atteindre sans nuire du même coup à l'homme dont ils avaient justement le plus besoin en ce moment critique pour maintenir leur prestige devant le monde : le plus grand, le plus célèbre des musiciens vivants de la nation allemande, Richard Strauss, avec qui je venais justement de terminer un opéra.

C'était la première fois que je collaborais avec Richard Strauss. Jusque-là, depuis *Electra* et *Le Chevalier à la rose*, c'était toujours Hugo von Hofmannsthal qui avait rédigé ses livrets, et je n'avais jamais rencontré personnellement Richard Strauss. Après la

mort de Hofmannsthal, il m'avait fait dire par son éditeur qu'il souhaitait se mettre à un nouvel ouvrage et me demandait si j'étais disposé à lui écrire un livret d'opéra. Je fus très sensible à l'honneur qu'il me faisait. Depuis que Max Reger avait mis en musique mes premières poésies, j'avais toujours vécu dans la musique et avec des musiciens. J'étais lié d'une étroite amitié avec Busoni, Toscanini, Bruno Walter, Alban Berg. Mais je ne connaissais pas de compositeur vivant que j'eusse été plus disposé à servir que Richard Strauss, dernier descendant de cette grande famille de vrais musiciens de race qu'a produits l'Allemagne et qui, de Bach et de Haendel en passant par Beethoven et Brahms, se perpétue jusqu'à nos jours. Je me déclarai aussitôt prêt à collaborer et proposai à Strauss dès notre première rencontre de prendre pour sujet de son opéra le thème de *The Silent Woman* de Ben Jonson, et ce fut pour moi une agréable surprise de constater avec quelle promptitude, avec quelle clarté de vues Strauss se rallia à toutes mes propositions. Jamais je n'aurais soupçonné chez lui une aussi rapide compréhension des choses, une aussi étonnante connaissance de l'art dramatique. Alors même qu'on était encore en train de lui exposer un sujet, il l'arrangeait déjà en drame et — ce qui était plus étonnant encore — il l'adaptait aux limites de ses propres moyens, qu'il jugeait avec une clarté presque inquiétante. J'ai rencontré dans ma vie beaucoup de grands artistes, mais jamais un seul qui sût conserver son objectivité vis-à-vis de lui-même d'une manière si détachée et infaillible. C'est ainsi que Strauss m'avoua franchement dès la première heure qu'il savait bien qu'à soixante-dix ans un compositeur ne possédait plus la force primitive et jaillissante de l'inspiration musicale. Il ne serait plus guère en mesure de réussir des œuvres symphoniques telles que *Till Eulenspiegel* ou *Mort et transfiguration*, disait-il, car c'était justement la musique pure qui réclamait le maximum de fraîcheur créatrice. Mais la parole l'ins-

pirait toujours. Il avait encore le pouvoir d'illustrer dramatiquement un donné, une substance déjà formée, parce que des thèmes musicaux se développaient spontanément en lui à partir de la situation et des paroles, et c'est pourquoi, dans ses dernières années, il s'était consacré exclusivement à l'opéra. Il savait bien, d'ailleurs, que l'opéra avait en réalité fait son temps comme forme d'art. Wagner était un sommet si prodigieux que personne ne pouvait le surpasser. « Mais, ajoutait-il avec un grand rire de Bavaois, je me suis tiré d'affaire en l'évitant par un détour. »

Quand nous nous fûmes entendus sur les lignes maîtresses, il me donna encore quelques petites instructions. Il me laissait toute liberté, car ce n'était jamais un texte d'opéra tout découpé d'avance à la manière de Verdi qui l'inspirait, mais toujours, exclusivement, une création poétique. Cependant, il lui serait agréable que je puisse y insérer quelques formes compliquées, qui fournissent à son art de coloriste des occasions particulières de développement. « Je n'ai pas, comme Mozart, le don des longues mélodies. Je ne réussis jamais à inventer que des thèmes courts. Mais ce à quoi je m'entends bien, c'est à transformer un de ces thèmes, à le paraphraser, à en tirer tout ce qu'il contient, et je crois qu'en cela personne aujourd'hui ne me vaut. » De nouveau je fus ébahi de cette franchise, car il est vrai que chez Strauss on ne trouve guère de mélodie qui excède l'étendue de quelques mesures ; mais comme ces quelques mesures — par exemple celles de la valse du *Chevalier à la rose* — sont ensuite amplifiées et fuguées jusqu'à atteindre à une parfaite plénitude !

Tout autant qu'au cours de cette première rencontre, je fus frappé d'admiration, à chacune de celles qui suivirent, en voyant avec quelle sûreté et quelle objectivité ce vieux maître se jugeait lui-même dans son œuvre. Un jour, j'étais seul avec lui à une répétition de son *Hélène d'Égypte* au Théâtre des Festivals de Salzbourg. Il n'y avait personne avec nous dans la salle,

tout était sombre autour de nous. Il écoutait. Tout à coup je l'entendis tambouriner de ses doigts légers et impatients sur le dossier du siège. Puis il me murmura : « Mauvais ! Tout à fait mauvais ! Là, je n'ai vraiment pas eu la moindre idée ! » Et quelques minutes après, il reprit : « Si seulement je pouvais biffer ça ! Oh ! Mon Dieu, mon Dieu, c'est tout à fait creux, et trop long, beaucoup trop long ! » Et au bout de quelques minutes encore : « Vous voyez, ça, c'est bien ! » Il jugeait sa musique aussi objectivement et impartialement que s'il l'entendait pour la première fois et qu'elle eût été écrite par un parfait étranger, et ce sentiment étonnant de sa propre mesure ne le quittait jamais. Il savait toujours exactement ce qu'il était et ce qu'il pouvait. Ce que valaient les autres en comparaison de lui ne l'intéressait guère, et tout aussi peu ce qu'il représentait pour autrui. Ce qui le réjouissait, c'était le travail en lui-même.

Ce « travail » était chez Strauss un processus tout à fait remarquable, sans rien de démoniaque, sans rien du « rapt » de l'artiste, sans rien de ces dépressions et de ces désespoirs que l'on connaît par les biographies de Beethoven, de Wagner. Strauss travaille la tête froide et l'esprit clair, il compose — comme Jean-Sébastien Bach, comme tous les sublimes artisans de leur art — tranquillement et régulièrement. A neuf heures du matin, il se met à sa table et reprend son travail exactement à l'endroit où il l'a laissé la veille, écrivant régulièrement au crayon la première esquisse, à l'encre la partie de piano, et ainsi sans s'interrompre jusqu'à midi ou une heure. L'après-midi, il joue au skate, transcrit deux ou trois pages en partition d'orchestre, et le soir seulement, à l'occasion, il dirige au théâtre. Toute espèce de nervosité lui est étrangère, de jour comme de nuit, son intelligence artistique est toujours également claire et lucide. Quand son serviteur frappe à la porte pour lui apporter son frac de chef d'orchestre, il se lève de son travail, se fait conduire au théâtre et dirige avec la

même sûreté et le même calme qu'il met l'après-midi à jouer au skate, et son inspiration repart le lendemain à l'endroit même où il s'est interrompu. Car Strauss « commande », selon le mot de Goethe, à ses inspirations ; l'art est pour lui synonyme de savoir et même de savoir universel, ainsi que l'atteste sa boutade : « Pour être un vrai musicien, il faut aussi savoir composer un menu. » Les difficultés ne l'effraient pas, elles ne sont au contraire qu'un jeu pour sa maîtrise. Je me rappelle avec amusement comme ses petits yeux bleus brillaient un jour qu'il me dit triomphalement en me désignant un passage : « Là, j'ai donné à la cantatrice un joli problème à résoudre. Elle n'a pas fini de se tracasser avant d'en venir à bout ! » Dans ces rares instants où son œil brille, on sent qu'il y a, profondément caché, quelque chose de démoniaque dans cet homme extraordinaire, qui, d'abord, rend un peu méfiant par le caractère sage et rangé, ponctuel, méthodique, artisanal, apparemment dépourvu de toute nervosité de sa manière de travailler, comme d'ailleurs son visage laisse d'abord une impression de banalité avec ses grosses joues d'enfant, la rondeur un peu ordinaire de ses traits et la voussure un peu hésitante de son front. Mais qu'on jette un regard dans ses yeux, ces yeux clairs, bleus, d'un rayonnement intense, et tout de suite on sent je ne sais quelle force magique particulière derrière ce masque bourgeois. Ce sont peut-être les yeux les plus éveillés que j'aie jamais vus chez un musicien, non pas démoniaques, mais en quelque sorte des yeux de voyant, les yeux d'un homme qui a reconnu la nature de sa tâche jusqu'au tréfonds.

Etant revenu à Salzbourg après une rencontre aussi vivifiante, je me mis aussitôt au travail. Deux semaines après, curieux moi-même de savoir si mes premiers vers lui agréeraient, je lui envoyai déjà mon premier acte. Aussitôt, il m'écrivit une carte avec une citation des *Maîtres chanteurs* : « Le premier chant est réussi. » Après le second acte il m'envoya en guise

de salutation plus cordiale encore les premières mesures de son *Lied* : « T'avoir trouvé, mon cher enfant ! » Et la joie, l'enthousiasme, même, qu'il exprimait ainsi firent de la suite de mon travail un plaisir. Richard Strauss n'a pas changé une ligne à tout mon livret, et m'a seulement prié une fois d'intercaler trois ou quatre lignes supplémentaires pour lui permettre d'introduire une seconde voix. C'est ainsi que nos relations se détendirent pour devenir les plus cordiales du monde ; il vint chez nous et j'allai chez lui à Garmisch, où, de ses longs doigts minces, il me joua peu à peu au piano tout l'opéra d'après l'esquisse qu'il en avait faite. Et sans aucun contrat, sans aucune obligation de ma part, ce fut entre nous une affaire entendue comme allant de soi qu'après que ce premier opéra serait terminé je devais immédiatement tracer le plan d'un second, dont il avait déjà approuvé le dessin, d'avance et sans réserve.

En janvier 1933, quand Adolf Hitler prit le pouvoir, notre opéra, *La Femme silencieuse*, était terminé dans sa partition de piano, et à peu près tout le premier acte orchestré. Quelques semaines après, il fut strictement interdit aux scènes allemandes de représenter des œuvres d'auteurs non aryens, ou même auxquelles un Juif aurait simplement collaboré sous une forme ou sous une autre ; la grande proscription s'étendit jusqu'aux morts et, au grand chagrin de tous les amis de la musique du monde entier, on enleva la statue en pied de Mendelssohn de devant le Gewandhaus de Leipzig. Pour moi, ce décret me parut régler le sort de notre opéra. J'admis comme tout naturel que Richard Strauss allait interrompre son travail et en recommencer un autre avec un autre collaborateur. Au lieu de cela, il m'écrivit lettre sur lettre, me demandant quelle mouche me piquait ; au contraire, comme il en était déjà à l'orchestration de cet opéra, je devais préparer le livret du suivant. Il ne songeait pas un instant à laisser quiconque lui interdise cette collaboration avec moi ; et je dois déclarer publique-

ment qu'au cours de toute cette affaire il m'a conservé sa fidélité en toute camaraderie, tant que cela fut possible. Il est vrai qu'il prit dans le même temps certaines dispositions qui m'étaient moins sympathiques — il se rapprocha des hommes au pouvoir, rencontra souvent Hitler, Goering et Goebbels, et en un temps où même Furtwängler se rebellait encore ouvertement, il se laissa porter à la présidence de la Chambre de musique du Reich nazie.

Cette adhésion déclarée était à ce moment d'une extrême importance pour les nationaux-socialistes. Car, de façon très fâcheuse pour eux, non seulement les meilleurs écrivains, mais aussi les musiciens les plus considérables leur avaient ostensiblement tourné le dos, et le petit nombre de ceux qui étaient pour eux ou passèrent de leur côté étaient inconnus du grand public. En un moment aussi délicat, recevoir l'adhésion déclarée du plus célèbre musicien d'Allemagne représentait pour Goebbels et Hitler, d'un point de vue purement décoratif, un gain inestimable. Hitler qui, ainsi que me le raconta Strauss, avait déjà, durant les années où il vivait en vagabond à Vienne, fait le voyage de Graz avec un argent qu'il s'était péniblement procuré d'une manière ou d'une autre afin d'assister à la première de *Salomé*, l'honorait de façon démonstrative ; tous les soirs de festivités, à Berchtesgaden, on ne donnait guère, en dehors de Wagner, que des *Lieder* de Strauss. Chez Strauss, au contraire, l'adhésion au régime était beaucoup plus calculée. Avec son égoïsme d'artiste, qu'il avouait en tout temps ouvertement et froidement, toute espèce de régime lui était au fond indifférent. Il avait servi l'empereur d'Allemagne comme chef de la musique et orchestré pour lui des marches militaires, puis il s'était mis au service de l'empereur d'Autriche comme chef de la musique de la cour, enfin il avait également été *persona gratissima* dans les Républiques autrichienne et allemande. Il était de plus d'un intérêt vital pour lui de se rendre particulièrement

agréable aux nationaux-socialistes, car il avait contracté à leur égard une dette formidable : son fils avait épousé une Juive et il pouvait craindre que ses petits-enfants, qu'il aimait par-dessus tout, fussent exclus des écoles comme un vil rebut ; son nouvel opéra était chargé d'opprobre par moi, les précédents par Hugo von Hofmannsthal, qui n'était pas un « pur aryen » ; son éditeur était un Juif. Il lui paraissait d'autant plus urgent de s'assurer un appui et il le fit avec une opiniâtreté extraordinaire. Il dirigeait partout où les nouveaux maîtres le lui demandaient, il mettait un hymne en musique pour les jeux Olympiques et en même temps, dans les lettres d'une remarquable franchise qu'il m'écrivait, il manifestait le peu d'enthousiasme que lui inspirait cette commande. En réalité, dans son *sacro egoismo* d'artiste, une seule chose le préoccupait : conserver à son œuvre une influence vivante et, avant tout, voir représenté son nouvel opéra, qui lui tenait particulièrement à cœur.

De telles concessions au national-socialisme devaient naturellement m'être pénibles au plus haut point. Combien facilement, en effet, l'impression pouvait naître que l'on faisait pour ma personne une exception unique à un si honteux boycott, comme si je collaborais secrètement avec le régime ou même simplement l'approuvais. De tous côtés, mes amis me pressèrent de protester publiquement contre une représentation en Allemagne national-socialiste. Mais tout d'abord j'ai par principe en horreur tout geste public et pathétique, d'autre part il me répugnait de créer des difficultés à un génie du rang de Richard Strauss. Après tout, Strauss était le plus grand des musiciens vivants et il avait soixante-dix ans, il avait consacré trois ans à cette œuvre, et pendant tout ce temps il avait témoigné à mon égard de dispositions amicales, de correction et même de courage. C'est pourquoi je jugeai que le meilleur parti était d'attendre en silence et de laisser les choses suivre leur cours. Je savais en outre que je ne pouvais

causer plus de difficultés aux nouveaux gardiens de la culture allemande que par mon absolue passivité. Car la Chambre de la littérature du Reich national-socialiste et le ministère de la Propagande ne cherchaient qu'un prétexte bienvenu qui leur permit de fonder d'une manière plus solide une interdiction frappant leur plus grand musicien. C'est ainsi, par exemple, que tous les services et toutes les personnalités imaginables demandèrent à examiner mon livret dans le secret espoir de trouver un prétexte. Combien cela aurait été facile, si *La Femme silencieuse* avait offert une situation comme celle du *Chevalier à la rose*, par exemple, où un jeune homme sort de la chambre à coucher d'une femme mariée ! Alors on aurait pu alléguer qu'il fallait protéger la morale allemande. Mais à leur grande déception, mon livret ne contenait rien d'immoral. Alors on fouilla dans tous les fichiers de la Gestapo, on éplucha mes précédents ouvrages. Mais là non plus on ne put rien découvrir qui attestât que j'eusse jamais écrit un mot méprisant pour l'Allemagne (pas plus, d'ailleurs, que pour aucune autre nation de la terre) ou exercé une activité politique. Quoi qu'ils fissent ou tentassent, la décision retombait invariablement sur eux, qu'ils refusassent, à la vue du monde entier, au vieux maître auquel ils avaient eux-mêmes remis la bannière de la musique national-socialiste, le droit de faire représenter son opéra, ou que — journée de honte pour la nation — le nom de Stefan Zweig, que Richard Strauss exigeait expressément de voir figurer comme auteur du texte, souillât une fois encore les affiches des théâtres allemands, comme il l'avait fait si souvent. Que je jouissais en secret de leur immense embarras et du douloureux casse-tête que je leur offrais ! Je soupçonnais que même si je ne faisais rien, ou plutôt, justement, parce que je ne faisais rien ni pour ni contre, ma comédie musicale aboutirait fatalement à un charivari dans la politique du parti.

Le parti esquiva la décision tant que cela lui fut

possible d'une manière ou d'une autre. Mais au début de 1934, il dut enfin se résoudre à se prononcer ou contre sa propre loi ou contre le plus grand musicien de l'époque. Le terme échu ne souffrait plus de délai. La partition, les extraits pour piano, les livrets étaient imprimés depuis longtemps, le *Hoftheater* de Dresde avait commandé les costumes, les rôles étaient distribués et même déjà étudiés, que les diverses instances, Goering et Goebbels, la Chambre de la littérature du Reich et le Conseil de la culture, le ministère de l'Instruction publique et la garde de Streicher n'avaient toujours pas réussi à s'entendre. Bien que cela puisse paraître le rêve d'un fou, le problème de *La Femme silencieuse* tourna finalement à une brûlante affaire d'Etat. Aucune de toutes ces instances ne voulait assumer l'entière responsabilité de l'« accordé » libérateur ou de l'« interdit » ; il ne resta pas d'autre solution que de s'en remettre à la décision personnelle du maître de l'Allemagne et maître du parti, Adolf Hitler. Mes livres avaient déjà eu l'honneur d'être beaucoup lus par les nationaux-socialistes ; c'était surtout mon *Fouché* qu'ils ne cessaient d'étudier et de discuter comme un modèle d'absence de scrupules politiques. Mais qu'après Goebbels et Goering Adolf Hitler en personne devrait un jour se donner la peine d'étudier *ex officio* les trois actes de mon livret, cela, je ne m'y attendais vraiment pas. Il ne lui fut pas facile de prendre une décision. Il y eut encore, comme je l'appris par la suite par toutes sortes de voies détournées, une interminable série de conférences. Finalement, Richard Strauss fut cité devant le tout-puissant, et Hitler lui communiqua en personne que bien que cette représentation fût contraire à toutes les lois du nouveau Reich allemand, il l'autorisait à titre exceptionnel — décision qui fut vraisemblablement prise avec autant de mauvaise volonté et d'insincérité que celle de signer le pacte avec Staline et Molotov. Ainsi se leva pour le national-socialisme cette sombre

journée où fut une fois encore représenté un opéra où le nom proscrit de Stefan Zweig paraissait sur toutes les affiches. Bien entendu, je n'assistai pas à la représentation, car je savais que la salle de spectacle serait pleine à craquer d'uniformes bruns et que Hitler lui-même était attendu à une des représentations. L'opéra obtint un très grand succès, et je dois observer à la louange des critiques musicaux que les neuf dixièmes d'entre eux profitèrent avec enthousiasme de cette bonne occasion pour manifester encore une fois, une dernière fois, leur résistance intime au point de vue raciste en s'exprimant en termes on ne peut plus aimables sur mon livret. Tous les théâtres d'Allemagne, ceux de Berlin, de Hambourg, de Francfort, de Munich, annoncèrent aussitôt la représentation de l'opéra pour la saison suivante.

Soudain, après la seconde représentation, un éclair tomba du haut des cieux. Tout fut annulé, l'opéra interdit du jour au lendemain, à Dresde et dans toute l'Allemagne. Bien plus : on lut avec stupéfaction que Richard Strauss avait présenté sa démission de président de la Chambre de musique du Reich. Chacun sut qu'il devait s'être passé quelque chose de particulier. Mais il s'écoula quelque temps avant que j'apprisse toute la vérité. Strauss m'avait écrit une nouvelle lettre par laquelle il me pressait de me mettre au livret d'un nouvel opéra et dans laquelle il s'expliquait avec trop de franchise sur sa position personnelle. Cette lettre était tombée entre les mains de la Gestapo. On la mit sous les yeux de Strauss, qui dut immédiatement donner sa démission, et l'opéra fut interdit. Il n'a paru sur la scène en langue allemande que dans la libre Suisse et à Prague, plus tard en italien à la Scala de Milan, avec l'autorisation spéciale de Mussolini, qui ne s'était pas encore soumis à la politique raciste. Mais quant au peuple allemand, il ne lui a plus été permis d'entendre une note

de cet opéra qui a des parties exquises, œuvre de la vieillesse de son plus grand musicien vivant.

*

Pendant que ces événements se déroulaient et faisaient passablement de bruit, je vivais à l'étranger, car je sentais que l'agitation qui régnait en Autriche me rendait impossible un travail paisible. Ma maison de Salzbourg était si près de la frontière que je pouvais voir à l'œil nu la montagne de Berchtesgaden, où se trouvait la maison d'Adolf Hitler, voisinage peu réjouissant et très inquiétant. Toutefois, cette proximité de la frontière allemande me donnait aussi l'occasion de juger, mieux que mes amis de Vienne, de la situation menacée de l'Autriche. Là-bas, les habitués des cafés et même les gens des ministères considéraient le national-socialisme comme une affaire qui se passait « de l'autre côté » et ne pouvait en rien toucher l'Autriche. N'y avait-il pas le parti social-démocrate avec sa rigide organisation, et près de la moitié de la population serrée derrière lui ? Le parti clérical n'était-il pas, lui aussi, uni aux sociaux-démocrates dans une résistance passionnée depuis que les « Chrétiens allemands » de Hitler persécutaient ouvertement le christianisme et proclamaient littéralement et publiquement que leur *Führer* était « plus grand que le Christ » ? La France, l'Angleterre, la Société des Nations n'étaient-elles pas les protectrices de l'Autriche ? Mussolini n'avait-il pas assumé expressément le protectorat et même la garantie de l'indépendance de l'Autriche ? Même les Juifs ne se donnaient pas de tracas et se comportaient comme si l'éviction de leurs droits des médecins, des avocats, des savants, des acteurs se passait en Chine et non à trois heures de chemin de fer, juste de l'autre côté de la frontière, dans le même domaine linguistique. Ils étaient tranquillement installés dans leurs maisons et roulaient en automobile. De plus, chacun avait cette

petite sentence consolante toute prête : « Cela ne peut pas durer longtemps. » Mais moi, je me souvenais d'une conversation que j'avais eue au cours de mon bref voyage en Russie avec mon ancien éditeur de Leningrad. Il m'avait raconté quel homme riche il avait été, quels beaux tableaux il avait possédés, et je lui avais demandé pourquoi il n'était pas parti comme tant d'autres dès le début de la révolution. « Hélas ! m'avait-il répondu, qui aurait pu croire alors qu'une chose telle qu'une république des Conseils et des soldats pourrait durer plus de quinze jours ? » C'était la même illusion, procédant de la même volonté de s'illusionner soi-même.

A Salzbourg, il est vrai, tout près de la frontière, on voyait plus clairement les choses. Il se fit un perpétuel va-et-vient à travers le petit cours d'eau qui marquait la frontière : les jeunes gens se glissaient de nuit de l'autre côté, où ils recevaient une préparation militaire ; les agitateurs franchissaient la frontière en simples « touristes » dans des autos ou avec leurs alpenstocks et organisaient dans tous les milieux leurs « cellules ». Ils se mettaient à recruter des adhérents en même temps qu'à menacer ceux qui ne se rallieraient pas à temps et qui, disaient-ils, auraient à le payer plus tard. Cela intimidait les policiers, les fonctionnaires de l'Etat. De plus en plus, je sentais à une certaine absence de sûreté dans leur conduite que les gens commençaient à hésiter.

Or, dans la vie, ce sont toujours les petites expériences personnelles qui sont les plus convaincantes. J'avais à Salzbourg un ami de jeunesse, un écrivain assez connu, avec lequel j'avais entretenu pendant trente ans les relations les plus intimes, les plus cordiales. Nous nous tutoyions, nous nous étions dédicacé des livres, nous nous rencontrions chaque semaine. Et voici qu'un jour, croisant ce vieil ami dans la rue en compagnie d'un inconnu, je remarquai qu'il s'arrêtait aussitôt devant un étalage qui lui était parfaitement indifférent et, me tournant le dos, mon-

trait quelque chose à ce monsieur en paraissant prodigieusement intéressé. Singulier, me dis-je ; il doit cependant m'avoir vu. Mais ce pouvait être un hasard. Le lendemain, il me téléphona, me demandant à l'improviste s'il pouvait venir bavarder chez moi l'après-midi. J'acquiesçai, un peu surpris, car d'ordinaire nous nous rencontrions toujours au café. Il se trouva qu'il n'avait rien de particulier à me dire malgré sa hâte à me voir. Et il m'apparut tout de suite clairement que, d'une part, il voulait conserver mon amitié, et que, d'autre part, afin de ne pas se rendre suspect en tant qu'ami de jeunesse, il ne voulait plus se montrer trop intime avec moi dans cette petite ville. Cela me rendit attentif. Et je remarquai que toute une série de connaissances qui venaient d'habitude assez souvent chez moi ne s'étaient plus montrées. On était dans une place menacée.

Je ne songeais pas encore à quitter définitivement Salzbourg, mais je me résolus plus volontiers que d'ordinaire à passer l'hiver à l'étranger, afin d'échapper à toutes ces petites frictions. Cependant, je ne soupçonnais pas que c'était déjà une sorte de prise de congé, quand, en octobre 1933, je quittai ma belle maison.

*

Mon intention avait été de passer les mois de janvier et de février en France, à travailler. J'aimais comme une seconde patrie ce beau pays où souffle l'esprit, et je ne m'y sentais pas un étranger. Valéry, Romain Rolland, Jules Romains, André Gide, Roger Martin du Gard, Duhamel, Vildrac, Jean-Richard Bloch, à la tête de la littérature, étaient de vieux amis. Mes livres y avaient presque autant de lecteurs qu'en Allemagne, personne ne me prenait pour un étranger. J'aimais le peuple, j'aimais le pays, j'aimais la ville de Paris et je m'y sentais tellement chez moi que, chaque fois que le train arrivait gare du Nord, j'avais l'impres-

sion de « rentrer à la maison ». Mais cette fois, par suite de circonstances particulières, j'avais entrepris mon voyage plus tôt que de coutume, et je ne voulais être à Paris qu'après Noël. Où aller dans l'intervalle ? Je me souvins alors que depuis un quart de siècle, depuis l'époque où j'étais étudiant, je n'étais en somme jamais retourné en Angleterre. Pourquoi toujours et seulement Paris ? me dis-je. Pourquoi pas une fois aussi dix ou quinze jours à Londres, afin de revoir d'un regard neuf, après des années et des années, les musées, le pays et la ville ? Ainsi, au lieu de prendre l'express de Paris, je pris celui de Calais et, dans le brouillard réglementaire d'un jour de novembre, je descendis de nouveau du train, après trente ans, à la gare de Victoria, et je m'étonnai seulement à mon arrivée de ne pas rouler en cab jusqu'à mon hôtel, comme autrefois, mais en auto. Le brouillard, gris, tendre et frais, était semblable à celui de jadis. Je n'avais pas encore jeté un coup d'œil sur la rue, mais mon odorat avait déjà reconnu, après trente ans, cet air singulièrement âpre, dense, humide et qui vous enveloppe de près.

Le bagage que j'avais apporté était mince, et pareillement mes espérances. Je n'avais pour ainsi dire pas de relations d'amitié à Londres ; du point de vue littéraire également, il existait peu de contacts entre nous autres continentaux et les écrivains anglais. Ils avaient une vie à eux, strictement limitée, et leur influence s'exerçait dans le cercle de leur tradition propre, qui ne nous est pas tout à fait accessible. Je ne puis me souvenir, parmi les innombrables livres qui parvenaient dans ma maison, sur ma table, de toutes les parties du monde, d'en avoir jamais trouvé un qui fût un don confraternel d'un auteur anglais. J'avais rencontré une fois Shaw à Hellerau, Wells était une fois venu en visite dans ma maison de Salzbourg, mes livres à moi étaient à la vérité tous traduits mais peu connus. L'Angleterre avait toujours été le pays où ils avaient exercé le moins d'influence.

Enfin, tandis que j'étais lié d'amitié avec mes éditeurs français, américains, italiens et russes, je n'avais jamais rencontré un seul responsable de la maison qui publiait mes livres en Angleterre. J'étais donc préparé à m'y sentir aussi étranger que trente ans auparavant.

Mais il en fut autrement. Après quelques jours, je me trouvai indescriptiblement bien à Londres. Non pas que Londres se fût profondément transformé. Mais moi-même j'avais changé. J'étais de trente ans plus âgé et après les années de guerre et d'après-guerre, après tant de tensions et de surtensions, j'aspirais, plein de nostalgie, à vivre une nouvelle fois tout à fait tranquille et sans entendre parler de politique. Bien entendu, il y avait aussi des partis en Angleterre, les *whigs* et les *tories*, un parti conservateur, un parti libéral et un *labour party*, mais leurs discussions ne me regardaient pas. Il y avait sans doute en littérature aussi des tendances et des courants, des querelles et des rivalités cachées, mais j'étais ici complètement en dehors de tout. Le véritable bienfait pour moi, cependant, c'est que je sentis enfin de nouveau autour de moi une atmosphère civile, polie, sans excitation, sans haine. Rien ne m'avait autant empoisonné la vie, au cours des dernières années, que de sentir toujours autour de moi, dans le pays, dans la ville, la haine et la tension, d'avoir toujours à me défendre pour n'être pas entraîné dans ces discussions. Ici, la population n'était pas à ce point agitée, le respect de la légalité et des convenances régnait dans la vie publique à un plus haut degré que dans nos pays devenus eux-mêmes immoraux par la grande fraude de l'inflation. Les gens vivaient plus tranquilles, plus contents, et s'occupaient davantage de leurs jardins et de leurs petites amourettes que des affaires de leurs voisins. Ici, on pouvait respirer, penser et réfléchir. Mais la véritable raison qui me retint fut un nouveau travail.

Voici comment les choses se passèrent. Mon *Marie-*

Antoinette venait de paraître et je relisais les épreuves de mon livre sur Erasme, dans lequel j'essayais de faire un portrait intellectuel de l'humaniste qui, par une fatalité tragique, bien qu'il comprît plus clairement que les réformateurs professionnels l'absurdité de son temps, ne fut pas capable de lui barrer la route avec toute sa raison. Mon intention était, après avoir terminé cette espèce de confession voilée, d'écrire un roman que j'avais en projet depuis longtemps. J'en avais assez des biographies. Mais il m'arriva dès le troisième jour qu'au British Museum, attiré par ma vieille passion des autographes, j'examinai les pièces exposées dans la salle ouverte au public. Parmi elles se trouvait la relation manuscrite de l'exécution de Marie Stuart. Je me demandai involontairement : qu'en était-il réellement de Marie Stuart ? Était-elle vraiment impliquée dans le meurtre de son second mari, ne l'était-elle pas ? Comme, le soir, je n'avais rien à lire, j'achetai un livre sur elle. C'était un hymne qui la défendait comme une sainte, un livre plat et sot. Dans mon incurable curiosité, je m'en procurai le lendemain un autre, qui soutenait exactement le contraire. Le cas commença à m'intéresser. Je me mis en quête d'un ouvrage auquel on pût vraiment se fier. Personne ne put m'en indiquer un, et c'est ainsi que, cherchant et prenant des informations, j'en vins tout naturellement à établir des comparaisons : sans bien m'en rendre compte, j'avais commencé un livre sur Marie Stuart qui me retint pendant des semaines dans les bibliothèques. Quand, au début de 1934, je rentrai en Autriche, j'étais bien résolu à retourner à Londres, qui m'était devenu cher, afin d'y terminer ce livre dans le calme.

*

Il ne me fallut pas plus de deux ou trois jours en Autriche pour percevoir à quel point la situation avait empiré au cours de ces quelques mois. Passer de

l'atmosphère tranquille et sûre de Londres à celle de l'Autriche agitée par les fièvres et les combats, c'était comme sortir d'une pièce rafraîchie, *air conditioned*, pour se retrouver soudain dans la rue brûlante par une torride journée de juillet à New York. La pression des nationaux-socialistes commençait peu à peu à délabrer les nerfs des milieux cléricaux et bourgeois ; ils sentaient de plus en plus l'insistance subversive de l'impatient Allemagne, qui leur serrait aussi la vis dans le domaine de l'économie. Le gouvernement Dollfuss, qui voulait conserver une Autriche indépendante et la préserver de Hitler, cherchait de plus en plus désespérément un dernier appui. La France et l'Angleterre étaient trop éloignées et au fond trop indifférentes, la Tchécoslovaquie était encore pleine de sa vieille rancune et de sa rivalité à l'égard de Vienne, si bien qu'il ne restait que l'Italie, qui s'efforçait alors d'étendre sur l'Autriche son protectorat économique et politique, afin de s'assurer les passages des Alpes et Trieste. Pour cette protection, Mussolini réclamait toutefois un très haut prix. L'Autriche devait s'adapter aux tendances fascistes, le Parlement, et par là même la démocratie devaient être liquidés. Cela n'était possible que si l'on écartait ou privait de ses droits le parti social-démocrate, le plus fort et le mieux organisé d'Autriche. Pour le briser, il n'y avait point d'autre moyen que la force brutale.

En vue de cette action terroriste, le prédécesseur de Dollfuss, Ignaz Seipel, avait déjà créé une organisation, la *Heimwehr* *. Vue du dehors, elle offrait à peu près la plus pitoyable des apparences, elle était formée de petits avocats de province, d'officiers licenciés, d'ingénieurs sans travail, de toutes les médiocrités déçues, qui se haïssaient furieusement entre elles.

* Ou, au pluriel, *Heimwehren*, « gardes locales ». Milice nationale constituée après 1918 par les chrétiens-sociaux pour la défense de l'ordre social établi et, dans les régions contestées, pour la lutte contre les Slaves.

Enfin, on lui trouva une espèce de chef en la personne du jeune prince Starhemberg, qui s'était naguère traîné aux pieds de Hitler et avait tonné contre la république et la démocratie, et qui maintenant, avec ses soldats de louage, se présentait partout comme l'antagoniste de Hitler et promettait de « faire rouler les têtes ». Ce que ces gens de la *Heimwehr* voulaient positivement était tout à fait obscur. En réalité, la *Heimwehr* n'avait point d'autre but que de s'installer à la mangeoire d'une manière ou d'une autre, et toute sa force était le poing de Mussolini, qui la poussait en avant. Ces soi-disant Autrichiens patriotes ne se rendaient pas compte qu'ils sciaient la branche sur laquelle ils étaient assis avec les baïonnettes que leur livrait l'Italie.

Le parti social-démocrate comprenait mieux où se trouvait le véritable danger. En lui-même, il n'avait pas à craindre la lutte ouverte. Il avait ses armes, et par la grève générale il pouvait paralyser tous les chemins de fer, tous les services de distribution des eaux, toutes les usines électriques. Mais il savait aussi que Hitler n'attendait qu'une telle « révolution rouge » pour avoir un prétexte à entrer en Autriche en « sauveur ». Il jugea donc préférable de sacrifier une bonne partie de ses droits et même le Parlement pour arriver à un compromis supportable. Tous les gens raisonnables approuvèrent un tel arrangement en considération de l'état de contrainte où se trouvait l'Autriche dans l'ombre menaçante de l'hitlérisme. Dollfuss lui-même, souple, ambitieux, mais foncièrement réaliste, semblait incliner à cette mesure de conciliation. Mais le jeune Starhemberg et son compère le major Fey, qui par la suite joua un rôle assez singulier dans l'assassinat de Dollfuss, demandèrent que le *Schutzbund* * livrât ses armes et que toute

* Le *republikanischer Schutzbund*, « ligue de défense républicaine », regroupement des milices ouvrières animé par le parti social-démocrate.

trace de liberté démocratique et civile fût anéantie. Les sociaux-démocrates se défendirent contre cette exigence, les deux camps échangèrent des menaces. Une décision, on le sentait, était à présent dans l'air et, dans le sentiment de la tension générale, je songeais, plein d'appréhension, aux paroles de Shakespeare : « *So foul a sky clears not without a storm* * . »

*

Je n'étais resté que quelques jours à Salzbourg et j'avais bientôt continué mon voyage jusqu'à Vienne. Et c'est justement en ces premiers jours de février que l'orage éclata. A Linz, la *Heimwehr* avait assailli la Maison des Travailleurs, afin de s'emparer des dépôts d'armes qu'elle soupçonnait s'y trouver. Les ouvriers avaient répondu par la grève générale, et Dollfuss, à son tour, en donnant l'ordre d'abattre par les armes cette « révolution » provoquée artificiellement. Les troupes régulières de la *Wehrmacht* attaquèrent donc à la mitrailleuse et au canon les quartiers ouvriers de Vienne. Pendant trois jours, des combats acharnés se livrèrent de maison en maison : ce fut la dernière fois avant la guerre d'Espagne qu'en Europe la démocratie se défendit contre le fascisme. Les ouvriers tinrent pendant trois jours avant de succomber finalement à la supériorité technique.

J'étais à Vienne pendant ces trois jours, et j'ai ainsi été témoin de ce combat décisif, du suicide de l'indépendance autrichienne. Mais comme je veux être un témoin sincère, je dois tout d'abord avouer ce fait en apparence paradoxal que je n'ai moi-même absolument rien vu de cette révolution. Quiconque s'est proposé de donner de son temps une image aussi honnête et claire que possible doit avoir également le courage de décevoir les conceptions romantiques. Et rien ne me paraît plus caractéristique de la technique

* « Un ciel aussi sombre ne s'éclaircit pas sans une tempête. »

et de la singularité des révolutions modernes que le fait qu'elles ne se déroulent en réalité qu'en très peu d'endroits dans l'espace immense d'une grande ville et demeurent, en conséquence, parfaitement invisibles pour la plupart des habitants. Si étrange que cela puisse paraître, j'étais à Vienne durant ces journées historiques de février 1934 et je n'ai rien vu de ces événements décisifs qui s'y jouaient, et je n'en ai rien su, absolument rien, dans le temps qu'ils se passaient. On tirait au canon, on occupait des maisons, on emportait des centaines de cadavres — je n'en ai pas vu un seul. Tout lecteur des journaux de New York, de Londres, de Paris avait une connaissance plus exacte de ce qui se passait réellement que nous, qui pourtant en étions apparemment les témoins. Et par la suite, j'ai toujours trouvé confirmé ce phénomène étonnant qu'à notre époque on en sait moins sur les événements décisifs à dix rues de distance qu'à des milliers de kilomètres. Quand quelques mois après Dollfuss fut assassiné à Vienne à midi, je vis les affiches dans les rues de Londres à cinq heures et demie. J'essayai immédiatement de téléphoner à Vienne ; à mon grand étonnement, j'obtins tout de suite la communication et j'appris avec un étonnement plus grand encore qu'à Vienne, à cinq rues du ministère des Affaires étrangères, on en savait beaucoup moins qu'à Londres à chaque coin de rue. Mon expérience de la révolution viennoise me permet donc seulement de montrer de façon exemplaire, par la négative, combien peu un contemporain voit des événements qui changent la face du monde et le cours de sa propre vie, s'il ne se trouve pas par hasard à l'endroit décisif.

Tout ce que j'ai vécu, le voici : j'avais le soir rendez-vous avec la régisseuse des ballets de l'Opéra, Marguerite Wallmann, dans un café du Ring. J'allais donc à pied jusqu'au Ring, et je m'apprêtais à traverser la rue sans songer à rien lorsque quelques hommes en vieux uniformes ramassés à la hâte et portant des fusils s'approchèrent soudain de moi et me deman-

dèrent où j'allais. Quand je leur déclarai que je me rendais au café J..., ils me laissèrent tranquillement passer. Je ne savais ni pourquoi de tels gardes se trouvaient à l'improviste dans la rue, ni à quoi exactement tendait leur présence. En réalité, on tirait et on combattait avec acharnement depuis plusieurs heures déjà dans les faubourgs, mais dans le centre, personne ne soupçonnait rien. Ce n'est que le soir, quand je rentrai à mon hôtel et que je m'apprêtai à payer ma note, car j'avais l'intention de repartir le lendemain pour Salzbourg, que le portier me dit qu'il craignait que cela ne fût pas possible, que les trains ne circulaient pas. Il y avait une grève des cheminots, et de plus il se passait quelque chose dans les faubourgs.

Le lendemain, les journaux apportèrent des nouvelles assez confuses sur un soulèvement des sociaux-démocrates, mais qui avait été déjà plus ou moins étouffé. En réalité, c'est seulement ce jour-là que la lutte avait atteint à son paroxysme, et le gouvernement se résolut à employer non plus seulement les mitrailleuses, mais aussi les canons contre les ouvriers. Cependant, je n'entendis pas davantage ces canons. Si l'Autriche tout entière avait alors été occupée, soit par les socialistes, soit par les nationaux-socialistes, soit par les communistes, je l'aurais su tout aussi peu que naguère les Munichoïses qui se réveillaient le matin et n'apprenaient que par les *Münchner Neueste Nachrichten* que leur ville était entre les mains de Hitler. Dans les arrondissements du centre, la vie se poursuivait, aussi tranquille et régulière qu'à l'ordinaire, tandis que dans les faubourgs les combats faisaient rage, et nous croyions sottement les communiqués officiels annonçant que tout était déjà réglé et terminé. A la Bibliothèque nationale, où j'avais quelque chose à vérifier, les étudiants lisaient et étudiaient comme toujours ; tous les magasins étaient ouverts, les gens pas du tout agités. Ce n'est que le troisième jour, quand tout fut fini, qu'on apprit la vérité par bribes. A peine les trains se

remirent-ils à circuler, le quatrième jour, que je retournai le matin à Salzbourg, où deux ou trois connaissances que je rencontraï dans la rue m'assaillirent aussitôt de questions : que s'était-il réellement passé à Vienne ? Et moi, qui avais pourtant été un « témoin oculaire » de la révolution, je fus obligé de leur dire sincèrement : « Je n'en sais rien. Le mieux serait que vous achetiez un journal étranger. »

Par extraordinaire, le lendemain se produisit dans ma propre vie un événement décisif en relation avec ces événements. J'étais arrivé l'après-midi de Vienne dans ma maison de Salzbourg, j'y avais trouvé des montagnes de lettres et d'épreuves, et j'avais travaillé jusqu'à une heure avancée de la nuit pour ne rien laisser en souffrance. Le lendemain matin, j'étais encore au lit quand on frappa à la porte ; notre brave vieux serviteur, qui d'ordinaire ne me réveillait jamais quand je n'avais pas expressément fixé une heure, entra d'un air consterné. Il me pria de descendre, il y avait là des messieurs de la police qui désiraient me parler. Un peu étonné, j'enfilai ma robe de chambre et descendis au rez-de-chaussée. Quatre policiers en civil s'y tenaient, qui me déclarèrent qu'ils avaient ordre de fouiller la maison ; je devais leur livrer immédiatement toutes les armes qui étaient cachées là.

Je dois avouer qu'au premier instant je fus si ahuri que je ne trouvai rien à répondre. Des armes du *Schutzbund* dans ma maison ? Cette histoire était par trop absurde. Je n'avais jamais appartenu à aucun parti, je ne m'étais jamais soucié de politique. J'étais resté absent de Salzbourg depuis quatre mois, et indépendamment de tout cela, ç'aurait été la chose la plus risible du monde que d'aménager un dépôt d'armes dans cette maison située sur une montagne en dehors de la ville, si bien qu'on aurait pu remarquer en route quiconque aurait porté un fusil ou une arme. Je me bornai donc à répondre froidement : « Je vous en prie, voyez vous-mêmes. » Les quatre poli-

ciers parcoururent la maison, ouvrirent quelques coffres, tapotèrent à quelques parois, mais je m'aperçus immédiatement, à la façon nonchalante dont ils procédaient, que cette inspection n'était que pour la forme et qu'aucun d'entre eux ne croyait sérieusement à un dépôt d'armes dans cette maison. Au bout d'une demi-heure, ils déclarèrent la perquisition terminée et disparurent.

Il me faut, pour expliquer pourquoi cette farce m'aigrît alors si terriblement, introduire ici une petite note historique. Car au cours des dernières décennies l'Europe et le monde ont déjà presque oublié quelles choses sacrées étaient auparavant les droits de la personne et la liberté politique. Depuis 1933, les perquisitions, les arrestations arbitraires, les confiscations des biens, les bannissements, les déportations et toutes les autres formes imaginables d'humiliation sont presque devenues des choses qui vont de soi ; je ne connais guère un de mes amis européens qui n'ait fait de telles expériences. Mais alors, au début de 1934, une visite domiciliaire était encore en Autriche un affront inouï. Pour qu'un homme comme moi, qui s'était complètement tenu à l'écart de toute politique, qui, depuis des années, n'avait même jamais exercé son droit de vote, fût l'objet d'une perquisition, il devait y avoir une raison particulière, et en effet, c'était là un fait typiquement autrichien : le chef de la police de Salzbourg avait été forcé de prendre des mesures sévères contre les nationaux-socialistes qui, chaque nuit, troublaient la population en faisant sauter des bombes et des explosifs, et cette surveillance était un dangereux acte de courage, car à l'époque, le parti mettait déjà en œuvre sa technique de la terreur. Tous les jours, les postes de police recevaient des lettres de menaces : s'ils continuaient à « persécuter » les nationaux-socialistes, ils auraient à le payer cher, et de fait — quand il s'agissait de vengeance, les nationaux-socialistes ont toujours tenu parole à cent pour cent — les plus fidèles agents de la police autri-

chienne ont été traînés dans les camps de concentration dès le lendemain de l'entrée de Hitler. Ainsi, on pouvait être tenté de manifester ostensiblement, en perquisitionnant chez moi, qu'on ne reculait devant personne dès lors qu'il s'agissait de prendre de telles mesures de sécurité. Quant à moi, cet épisode en lui-même insignifiant me fit concevoir combien la situation en Autriche était devenue sérieuse, combien la pression de l'Allemagne était puissante. Depuis cette visite des policiers, ma maison ne me plaisait plus, et un sentiment qui ne me trompait pas me disait que de tels épisodes n'étaient que le timide prélude à des mesures de bien plus grande envergure. Le soir même, je me mis à emballer mes papiers les plus importants, décidé à vivre désormais constamment à l'étranger, et partir ne signifiait pas seulement se séparer de ma maison et du pays, car ma famille était attachée à cette maison comme à sa patrie, elle aimait ce pays. Mais quant à moi, la liberté personnelle m'était le bien le plus précieux au monde. Sans informer quiconque de mon intention parmi mes amis et mes connaissances, je repartis deux jours après pour Londres, mon premier soin après mon arrivée fut d'aviser les autorités de Salzbourg que j'avais définitivement quitté mon domicile. C'était le premier pas qui me détachait de ma patrie. Mais je savais depuis ces journées de Vienne que l'Autriche était perdue — il est vrai que je ne soupçonnais pas encore tout ce que je perdais par là.